

GÉRARD LE GALL

Réflexions
sur « le Parti socialiste et les sondages »

Voici quelques années nous dénoncions, avec d'autres, la sondomanie qui s'abattait sur notre pays. Depuis 1981, pour des raisons diverses, la situation s'est très sensiblement aggravée. Désormais pas une semaine, parfois pas un jour sans que l'on nous précise ici et là le tracé de l'encéphalogramme des Français. Regretter ce fait, désormais presque caricatural, ne signifie pas qu'on se range dans la cohorte des adversaires des sondages. L'auteur de l'article préfère à tout prendre les inconvénients de ce bombardement d'information, signe de démocratie, aux régimes où les seules manifestations d'opinion publique sont à la diligence du pouvoir en place. Les inconvénients des sondages ne sont que l'envers, en réduction, des avantages inestimables qu'ils offrent pour la connaissance et pour l'action.

1. Le socialisme face au phénomène des sondages

Que le lecteur se rassure, il ne lira pas ici une contribution supplémentaire à la connaissance de l'image du socialisme. Notre propos est autre. Sans prétendre traiter sous tous ses aspects la nature des rapports entre le socialisme et les sondages, bornons-nous dans le cadre de cet article à poser quelques jalons...

Selon une théorie socialiste d'inspiration proche du marxisme, les réponses aux questions des enquêtes d'opinion, elles-mêmes bâties selon un certain code — langage, problématique, type de préoccupation —, ne seraient que le reflet de la culture dominante, des modes de pensée prévalant à une période donnée ou d'attitudes et de réflexes forgés par les principaux médias. De surcroît les sondages

d'opinion appréhenderaient l'homme en tant qu'individu isolé, coupé de ses racines sociales, l'enfermeraient dans des choix le plus souvent préétablis, l'interrogeraient sur des sujets hors de son champ de préoccupation, enfin, par méthode, les sondages feraient la part belle aux individus les plus passifs dans la société.

Poser le problème en ces termes renverrait à une lutte sans merci entre, d'un côté, le socialisme, idéologie moderne du refus de la société capitaliste, et des idéologies qui lui permettent de se reproduire, et, de l'autre, les sondages mode de légitimation scientifique de l'ordre existant. Bref « la lutte des classes » et « l'opinion publique » par définition interclassiste seraient inconciliables. S'il est parfois salutaire de formaliser les enjeux théoriques dans leurs expressions les plus extrêmes, il est assurément nécessaire pour ramener les choses à leurs vraies dimensions de trouver des termes de débat moins manichéens. D'autant que la thèse de l'incompatibilité renverrait peu ou prou à la récusation du suffrage universel, tentation originelle mais éphémère du socialisme.

Selon nous, la théorie du socialisme réformiste se concilie assez bien avec une pratique pluraliste des sondages : pluralisme des instituts de sondages, pluralisme des supports de presse ou des organismes qui les commandent...

La théorie du reflet, pour partie exacte, n'est pas à nos yeux un argument de négation des sondages. Mesurer l'état de l'opinion, c'est bel et bien, en effet, « mesurer » l'efficience ou l'inefficience des forces politiques ou sociales qui tentent dans une société pluraliste de faire partager leur système de valeur à la société dans son ensemble. En ce sens quel autre instrument que les sondages peut livrer à la société autant d'informations sur elle-même, peut permettre d'apprécier, en dehors des grandes échéances électorales, l'état du rapport de forces entre les principales idéologies en compétition, peut repérer, voire mesurer l'intensité des demandes de la société dans la plupart des domaines ? Sous réserve naturellement de leur sérieux dans la réalisation — ceci n'est pas notre propos — ils constituent un excellent instrument de connaissance de la société. En ce sens, le socialisme démocratique animé par les valeurs de progrès, par le souci de la vulgarisation de la connaissance et du recul de l'obscurantisme ne peut, en théorie, rejeter les sondages.

Reste, après ce bref détour théorique de légitimation, à regretter que trop d'organes de presse transforment souvent par leur présentation les sondages d'opinion publique en de véritables instruments de propagande, quand ils ne détournent pas purement et simplement, par action ou par omission, le résultat des enquêtes. En ce sens, la

loi du 19 juillet 1977 » relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion » devrait être complétée par un élargissement de son champ d'application, au-delà des seuls sondages d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec une consultation électorale. Sept années après le vote de cette loi, qui marque une heureuse étape dans la moralisation de la profession, il serait nécessaire d'ouvrir à nouveau le dossier, surtout sur la déontologie des sondages d'opinion. Parmi les mesures complémentaires que nous appellerions de nos vœux figureraient par exemple une clause précisant les marges d'erreur dans les mesures d'intention de vote et sur ce même sujet la publication des résultats bruts avant redressement politique.

2. Le Parti socialiste et les sondages

Si les dirigeants socialistes s'expriment régulièrement sur les résultats des sondages, le plus souvent en réponse aux questions de journalistes, le Parti socialiste, comme d'ailleurs les autres formations politiques, ne s'est jamais livré collectivement à une réflexion sur le phénomène des sondages et sa place dans la vie publique. Faute de débat ou d'expression écrite sur le sujet il est impossible de connaître précisément le point de vue des dirigeants, encore moins celui des militants. Nous pouvons néanmoins ici porter témoignage globalement des sentiments des uns et des autres et rappeler quelques événements importants qui ont pu structurer les attitudes de nombreux socialistes à l'endroit des sondages politiques au cours des dernières années.

A la réflexion, les attitudes des hommes politiques — quels qu'ils soient — ne peuvent osciller vis-à-vis du phénomène des sondages qu'entre l'amour et la haine. Le sondage n'est-il pas pour lui-même un rival qui vient lui révéler ce qu'il souhaiterait pouvoir connaître par lui-même ou par une élaboration collective avec ses collaborateurs ou ses pairs ? Si le sondage confirme sa vision des choses il se sent devenir Dieu, s'il la contredit il instille le doute et par projection l'homme politique peut psychologiquement rejeter le sondage en pariant sur le temps : « C'est peut-être vrai pour l'instant mais attendons... »

Dans leur ensemble les principaux responsables ou ministres socialistes acceptent de mieux en mieux la fréquentation des sondages. Il n'en est pas encore de même pour les militants ! Moins aptes que les dirigeants dans l'exercice de distanciation intellectuelle, plus prompts à écouter l'environnement social le plus proche, moins au fait de la technique, très sensibles aux supports de publications des

enquêtes ils supportent beaucoup plus difficilement la « concurrence » de sondages qui heurtent trop souvent leurs convictions et perturbent leurs analyses. Cette défiance pouvant au surplus se nourrir et se renforcer à l'issue de « victoires » remportées sur la science des âmes.

Parmi ces événements il y eut bien sûr durant les années 1979 et 1980 la compétition entre François Mitterrand et Michel Rocard pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. Le Parti socialiste dans son ensemble a retiré de cette période le sentiment qu'il pouvait être en quelque sorte plus fort que les sondages. Ces derniers ne proclamaient-ils pas de manière répétitive, contrairement au sentiment d'une majorité de militants, que Michel Rocard était, de loin, « le meilleur candidat socialiste » ? Cette phase récente de la courte histoire du Parti socialiste a beaucoup marqué les dirigeants et plus encore les militants. Elle a accru les préventions vis-à-vis des sondages ou, plus précisément, elle a éclairé d'une lumière crue l'ensemble de la classe politique sur les limites possibles des sondages et les interprétations des sondeurs en tant qu'aide à la décision. Elle a aussi renforcé la croyance, déjà fortement enracinée dans le monde politique, que la vie politique est par nature aléatoire, donc imprévisible. Ce sentiment né de l'expérience, très présent dans les mémoires, contribue aujourd'hui à l'optimisme de beaucoup de socialistes en vue du grand rendez-vous électoral de mars 1986. Une fois encore, « il va falloir faire mentir les sondages ».

Cette impression de vérité relative des sondages en matière électorale, terrain très sensible chez tous les hommes politiques, trouvera son point culminant au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Pour la troisième fois en trois ans, les socialistes connurent la surprise par rapport aux mesures d'intention de vote publiées ou connues dans les dernières semaines ou derniers jours de la campagne. Cette fois, contrairement aux élections législatives de mars 1978 ou aux élections européennes de juin 1979 où le Parti socialiste réalisa une performance de 3 à 4 points inférieure aux dernières publications, François Mitterrand obtenait un score supérieur de 2, 3 ou 4 points selon les instituts par rapport aux derniers sondages connus ! L'extrême précision des sondages entre les deux tours et les graves erreurs — mais dans le bon sens ! — du premier tour contribuèrent à faire oublier ce nouveau faux pas des sondages. Cette fois encore, beaucoup de dirigeants tirèrent de cet épisode une nouvelle preuve de l'approximation des sondages. On garderait cependant une impression erronée de l'histoire des relations entre le Parti socialiste et les sondages si on ne retenait que ces faits contrariants. Ce serait oublier un peu vite par exemple qu'ils ont joué un rôle

psychologique important lors des élections européennes de juin 1984 en habituant les dirigeants et les militants socialistes à l'idée que la liste conduite par Lionel Jospin pourrait n'obtenir qu'un score proche de 21 %, ce qui fut le résultat. Maints dirigeants ou hauts responsables socialistes de l'Etat ne pensaient-ils pas quelques semaines avant l'échéance que le résultat final pourrait être proche de 24 ou 25 % ? Révétons enfin qu'ils permirent dans les mois qui précédèrent les élections municipales de mars 1983 d'alerter les dirigeants du PS des risques de multiplication des compétitions primaires avec le PCF dans nombre de municipalités à direction communiste où les socialistes prétendaient bénéficier sur des enjeux locaux de la nouvelle donne née des élections nationales du printemps 1981 (1).

On ne saurait toutefois ramener les sondages à leur seule dimension électorale, ni leurs rapports avec le Parti socialiste à quelques pages épiques... Globalement, de 1974 à 1981, le parti de François Mitterrand a largement su tirer profit des faveurs que l'opinion publique lui prodiguait.

3. Les sondages et le conseiller

Si la tenue du rôle de conseiller fut relativement aisée durant les périodes fastes de l'hégémonie socialiste, bien que perturbée par l'âpreté de la compétition entre François Mitterrand et Michel Rocard à partir de 1978, les choses devinrent infiniment plus délicates durant la phase de repli puis de disgrâce à partir de 1982-1983.

Le conseiller doit avant tout, face aux sondages, savoir relativiser les informations sans jamais se départir de la lucidité nécessaire qui seule permet sur la durée de conserver une certaine crédibilité. Cette lucidité qui conduit à dire les choses tel qu'on les sent doit se marier avec une autre vertu : la prudence. Le conseiller ne doit pas vendre de l'illusion. On imaginera sans peine la difficulté de l'exercice que constitue l'explication aux principaux dirigeants de son parti ou aux conseillers du pouvoir des raisons de son extrême scepticisme sur la possibilité de la « reconquête de l'opinion », mot d'ordre lancé par la direction du Parti socialiste à la veille du Congrès de Bourg-en-

(1) A notre suggestion, la direction du Parti socialiste a demandé à la SOFRES en décembre 1982 quatre enquêtes dans des communes à direction communiste : Nîmes, Saint-Etienne, Thionville, Chelles. Elles confirmèrent en général l'avantage de la prime au sortant, parfois nettement, et l'attitude souvent légitimiste des sympathisants socialistes. Elles influencèrent utilement les instances locales et nationales du Parti socialiste. Rappelons qu'à l'exception de Reims le PS perdit, dans les villes de plus de 30 000 habitants, dix primaires face à un candidat sortant du Parti communiste.

Bresse en septembre 1983, ou encore des raisons d'une chute importante de la cote de popularité du Président de la République.

Que dire de l'explicitation aujourd'hui des contraintes qui rendent difficile avant l'automne et sauf événements exceptionnels une remontée significative des indicateurs d'opinion en faveur du pouvoir, c'est-à-dire pas avant d'avoir surmonté l'actuelle dialectique gouvernant-gouverné guère porteuse en période de rigueur pour aborder une problématique d'opposition et d'alternative entre la Gauche et la Droite.

L'expérience montre que les dirigeants socialistes accordent une attention croissante aux enseignements des sondages. Rares sont désormais les rapports écrits ou les communications orales de la direction du Parti socialiste devant ses instances de décision où l'on ne souligne en termes pesés les évolutions politiques de l'opinion publique et où l'on ne fasse, selon l'actualité, le point sur la compétition entre les leaders de l'opposition, l'image du Parti communiste et l'attitude de ses sympathisants, la réalité du phénomène Le Pen...

Le degré d'ouverture aux sondages politiques trouve toutefois ses limites sur des sujets où l'état de l'opinion heurte de front l'idéologie ou les valeurs socialistes, à plus forte raison la ligne politique dégagée par les Congrès. Dans ces hypothèses l'écoute de l'opinion est moins attentive mais elle n'est pas nulle, comme par exemple sur les problèmes de société : la sécurité, la justice, l'immigration, la peine de mort ou sur certaines évolutions idéologiques particulièrement sensibles, citons ici : les thèmes du dualisme scolaire ou la place de l'État dans la nation.

Plus pragmatique que par le passé, le Parti socialiste ne cherche pas pour autant à se couler dans toutes les attentes de la société, y compris parfois de ses sympathisants, sinon il devrait solliciter le rétablissement de la peine de mort.

Observer que la rigueur engendre l'impopolarité est une chose, changer de cap au péril des grands équilibres économiques serait probablement un remède pire que le mal.

Le Parti socialiste veut conserver les valeurs qui définissent son identité de même que le Gouvernement socialiste doit tenir compte de la gestion de son image pour l'avenir par son sens des responsabilités. Savoir lire les sondages ne signifie pas nécessairement se plier à la logique qu'ils induisent. Désormais gouverner c'est choisir entre des inconvénients que les sondages peuvent éclairer. En raison de la part croissante des sondages dans la vie publique, tout homme politique doit désormais consulter son expert en sondages, différent mais complémentaire à nos yeux de l'expert en images. Le premier tra-

vaillant plus sur l'approfondissement politique de la période, le second privilégiant les opportunités que l'homme politique peut tirer de la situation ainsi révélée.

Ce travail d'analyse des sondages exige une mise en perspective permanente des données — date du terrain, appréciation du questionnaire et de son environnement contextuel, recherches d'enquêtes précédentes sur le même thème, comparaison entre instituts, afin de découvrir les thèmes susceptibles d'être propulsés dans le débat public.

Bref, un nécessaire et passionnant travail supplémentaire par rapport aux informations fournies par les instituts. Alors le sondage devient moins un rival du dirigeant politique qu'un allié indispensable pour cadrer et conduire son action.

RÉSUMÉ. — *Le socialisme et les sondages, loin d'être incompatibles, deviennent de plus en plus un instrument de réflexion et d'action pour le Parti socialiste.*